

**ARRÊTÉ DU 09 DÉCEMBRE 2025**

portant MODIFICATION des mesures prises par l'arrêté n°2025-PM-1005, concernant l'autorisation à l'entreprise SAS LE TALMENIER DE LUG de poser une benne au 10 place du Général Leclerc, du 12 novembre au 19 décembre 2025.

**LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,**

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 5<sup>ème</sup> Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,
- VU** l'arrêté municipal n°2025-PM-1005 concernant l'autorisation à l'entreprise SAS LE TALMENIER DE LUG de poser une benne au 10 place du Général Leclerc, du 12 novembre au 19 décembre 2025.
- VU** la délibération du 3 avril 2025 fixant le tarif général des droits de voirie,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier les mesures prises par l'arrêté initial.

**ARRÈTE**

- ARTICLE 1 :** L'entreprise SAS LE TALMENIER DE LUG est autorisé à occuper le domaine public de poser une benne devant le 10 place du Général Leclerc (sur l'emplacement livraison), du mercredi 12 novembre 2025 à 08h00 **au mardi 9 décembre 2025 à 18h00**.
- ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit sur l'emplacement livraison devant le n°10 place du Général Leclerc, du mercredi 12 novembre 2025 à 08h00 **au mardi 9 décembre 2025 à 18h00**.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signisations, en tant que de besoin, seront mises en place par l'entreprise chargée d'effectuer les travaux qui devra assurer un passage sécurisé aux piétons.
- ARTICLE 4 :** L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.
- ARTICLE 5 :** Le montant des droits à acquitter par le permissionnaire est fixé comme suit :

Benne : 10,00 € x 27 jours.....	270,00 €
Barrières : 4,00 € x 8 barrières x 27 jours.....	864,00 €
Forfait signalisation :	40,00 €
TOTAL : .....	<b>1174,00 €</b>

ARRÊTÉ à la somme de : **Mille cent soixante quatorze EUROS**

**Le règlement de la somme indiquée ci-dessus est à régler auprès de la trésorerie après réception du titre de recette correspondant.**

- ARTICLE 6 :** Pendant toute la durée de sa validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 7 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens
- ARTICLE 8 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Un original du présent arrêté sera conservé à la Police Municipale, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transports de l'Aisne et au SIRTOM.

